



MCGILL UNIVERSITY

Administrateurs et cadres

Conseil d'Administration Canadien

Lucien G. Rolland, D.C.Sc.,
Président
Président et Directeur général
Compagnie de Papier Rolland
Limitée

W.A. Arbuckle, C.A.
Vice-président et
Administrateur
Banque de Montréal

G. Drummond Birks
Président
Henry Birks & Sons Limited

D. Ross McMaster, C.R.
McMaster, Minnion, Patch,
Hyndman, Legge, Camp &
Paterson

R.D. Mulholland, D.C.L.
Vice-président du Conseil
(retraité)
Banque de Montréal

D.S. Harvie
Vice-président du Conseil
Petro Canada, Calgary

W.D. Mulholland
Président
Banque de Montréal

R.T. Riley
Vice-président
Transport et Communications
Canadien Pacifique Limitée

H.W. Macdonell, C.R.
Sociétaire
McCarthy & McCarthy, Toronto

G.T. Westwater
Administrateur et Directeur
général pour le Canada
La Standard, compagnie
d'assurance sur la vie

Direction générale (siège social)

G.T. Westwater, F.F.A., F.I.C.A.
Directeur général

J.C. Burns, F.F.A., F.I.C.A.
Directeur général délégué et
actuaire

A.I. MacTier, C.A.
Directeur général adjoint et
secrétaire

G.F. Allan, F.F.A., F.I.C.A.
Directeur de la collective

R.R. Naudie, C.A., C.F.A.
Directeur des investissements

C.N. Morris, A.V.A.
Directeur commercial

D.F. Johnstone
Directeur des investissements
immobiliers

L. McCallum, M.D., F.A.C.P.,
F.R.C.P. (C)
Directeur médical

La Standard, compagnie
d'assurance sur la vie.
La première compagnie
d'assurance-vie fondée
au Canada en 1833.

Edifice Standard Life
1245, rue Sherbrooke ouest
Montréal, Québec
H3G 1G3

	1975	1974
Opérations canadiennes		
Affaires nouvelles		
Assurance vie	\$ 307,180,328	\$ 274,035,486
Rentes (par année)	40,160,689	34,203,925
Primes et versements sur rentes	171,286,865	144,547,512
Revenus de placements		
(frais déduits)	75,118,566	64,070,614
Paiements aux titulaires		
de polices	79,239,410	64,889,080
Actif au Canada	1,285,204,857	1,103,810,212
Passif au Canada	1,197,290,051	1,022,517,210

Opérations générales

Affaires nouvelles		
Assurance vie	2,247,387,650	1,681,949,390
Rentes	201,854,873	140,337,643
Actif	2,927,002,226	2,142,139,897
Paiements aux titulaires		
de polices	239,319,104	167,461,538

Les monnaies autres que canadiennes ont été converties au taux du change en cours à la fin de l'exercice financier de 1975 de la Compagnie.

Message du Président du Conseil

En assumant la présidence du Conseil d'Administration canadien de la Standard Life, je tiens à rendre hommage à mon éminent prédécesseur, M. W.A. Arbuckle. Durant son mandat, M. Arbuckle s'est distingué par son intégrité, sa sagesse et sa perspicacité. Nous lui sommes tous redevables de l'excellent travail qu'il a accompli et pour ma part, je me réjouis de savoir que nous continuerons à profiter de ses bons conseils puisqu'il demeure membre de notre Conseil d'Administration. Sa collaboration me sera précieuse et m'aidera à m'acquitter des responsabilités qui me sont confiées.

1975 a été une année cruciale pour le Canada et pour le monde. L'inflation et la récession ont profondément modifié les priorités publiques et les politiques des gouvernements; ces modifications auront une influence indéniable sur notre économie, notre commerce, nos finances et notre société au cours des années à venir.

Quoique 1975 ait été, pour le Canada, une année de non-croissance économique, nous avons été épargnés par la grave récession qui a frappé bien d'autres pays. Une hausse d'environ 3 p. cent de la demande domestique et une augmentation à peu près similaire du revenu réel ont apporté un contrepoids à la faiblesse de nos exportations et de notre commerce extérieur. Toutefois, le fléchissement économique a accentué la courbe inflationniste au Canada, augmenté de façon alarmante les exigences salariales des secteurs public et privé et, de façon générale, contribué à la persistance d'une névrose inflationniste. Tout cela a menacé notre position sur les marchés mondiaux de même que nos affaires intérieures et provoqué l'adoption de mesures restrictives comme le resserrement du crédit et le contrôle des prix et des salaires. Partout dans le monde, on avait recours à des mesures analogues pour tenter de freiner l'inflation, ramener la croissance à un taux raisonnable et, en général, "vivre selon ses moyens".



Lucien G. Rolland, D.C.Sc.
Président du Conseil



Le premier ministre annonce l'adoption
de contrôles des prix et des salaires.



1975 a été, pour le Canada, une année
de non-croissance économique

Malgré tout, nous sommes confiants que la convalescence économique du monde se poursuivra et que le potentiel de croissance du Canada, quoique modéré, demeure quand même satisfaisant. Si nos gouvernements font preuve de mesure, nous pouvons probablement espérer une croissance stable, sans inflation.

Le Canada est riche en ressources, dont une diversité culturelle qui doit l'aider à explorer de nouvelles solutions aux problèmes qui affectent non seulement son climat économique, mais aussi son milieu physique et social. C'est avec beaucoup d'invention et d'ingéniosité que nous assistons les pays qui font appel à nos ressources naturelles, humaines et techniques. Notre participation active aux affaires internationales nous a valu le respect des autres nations. Ne pouvons-nous pas appliquer cette même invention, cette même ingéniosité à résoudre nos propres problèmes?

Cette question, ce n'est pas au gouvernement seul à y répondre. Chaque Canadien qui contribue à augmenter la productivité, qui assure dans une certaine mesure le confort des siens et qui prévoit pour ses vieux jours, fait preuve d'un esprit d'indépendance grâce auquel notre pays sera plus fort. Les compagnies d'assurance, en offrant des programmes d'épargne et de protection et en plaçant les économies de leurs clients dans des projets et des industries profitables, assurent aussi à leur façon l'avenir du pays.

1975 fut l'Année Internationale de la Femme. Le monde des affaires a appris à apprécier le rôle des femmes au sein de l'économie. Les compagnies d'assurance se sont mises au diapason en instituant des cours de gestion orientés vers les femmes, pour encourager celles-ci à embrasser une carrière dans l'assurance-vie. Par ailleurs, de nouvelles lois interdisent la discrimination fondée sur le sexe, l'âge ou l'état civil dans les programmes d'avantages sociaux.

Je constate avec satisfaction qu'en dépit des difficultés économiques actuelles, la Standard Life a réussi à augmenter les participations de toutes les polices d'assurance-vie avec participation. Nos ventes d'assurance-vie ont été beaucoup plus nombreuses qu'en 1974 et les rentes ordinaires et collectives ont augmenté de façon substantielle. Les placements ont été très profitables et tout compte fait, notre compagnie a connu une excellente année.

Standard Life s'enorgueillit d'avoir pris une part active au développement du Canada. En 1833, nous ouvrons notre première filiale canadienne à Québec, devenant la première compagnie d'assurance-vie à s'établir au Canada. Les coutumes ont bien changé depuis et nous n'avons cessé de diversifier et d'améliorer nos services pour marcher de pair avec le progrès. Nous continuerons de relever les défis et de répondre aux besoins des Canadiens dans un monde en évolution.



La diversité culturelle n'est qu'une des nombreuses ressources de notre pays.



Notre participation active aux affaires internationales nous a valu le respect des autres nations.



L'Année Internationale de la Femme a soulevé énormément d'intérêt au Canada.

Rapport du directeur général

Nouvelles affaires vie

En 1975, les nouvelles polices vie ont atteint le chiffre global de \$307,180,000, une hausse substantielle par rapport aux \$274,035,000 réalisés l'année précédente. Alors que les assurances grande branche atteignaient à peine \$213,983,000, les nouvelles polices collectives vie se chiffraient à \$93,197,000, soit 72 p. cent de plus qu'en 1974. L'année dernière, nous avons noté une tendance vers une augmentation des polices d'assurance temporaire et d'assurance vie entière à primes peu élevées. Cette tendance s'est accentuée, s'accompagnant d'une baisse importante des assurances mixtes et de capital différé. Les souscriptions aux fonds en actions ordinaires ont continué de baisser en 1975, malgré une remontée de la bourse des valeurs et le rendement amélioré de ce genre de placement en 1975.

Après avoir étudié les résultats d'une évaluation actuarielle, les administrateurs ont déclaré des participations (anciennement "bonus") sous forme de suppléments versés au capital assuré et aux participations accumulées, à des taux augmentés pour 1976, soit:

1. Pour la "Série Première de La Standard", \$33 par tranche de \$1000 de capital assuré et de participations accumulées, par rapport à \$30 pour l'année précédente.

2. Pour la "Série Canadienne" à prime moins élevée, \$18.50 par tranche de \$1000 de capital assuré et de participations accumulées, par rapport à \$17.50 l'année précédente.

3. Pour la série "Boni Intégral", \$27.50 par tranche de \$1000 de capital assuré et \$47.50 par tranche de \$1000 de participations accumulées, par rapport à \$25 et \$42 respectivement l'année précédente.

Des participations correspondantes ont été déclarées pour nos autres contrats avec participation.

Les titulaires de polices avec participation seront fort satisfaits d'apprendre que la Compagnie a pu déclarer de telles participations malgré la conjoncture. Ces participations augmentent la valeur de la police sans rien coûter à son titulaire, et la réduction du coût d'une police avec participation est en contraste frappant avec la hausse des prix qui affecte les biens de consommation et les services.

Nous continuons d'attacher une importance particulière au choix et à la formation de nos représentants, afin que nos futurs clients et titulaires puissent se fier à leur compétence.

Nous avons augmenté notre documentation explicative pour que nos clients puissent mieux connaître ce que nous leur offrons, mais l'assurance est un domaine complexe et rien ne peut remplacer un programme d'assurance de qualité, adapté aux besoins particuliers du client par un assureur bien préparé, hautement qualifié et appuyé par une organisation compétente.

Nouvelles affaires de rente

Les primes uniques des contrats de rente immédiate ou différée sont passées de \$17.5 millions en 1974 à \$22.8 millions en 1975, en raison d'une augmentation des ventes de régimes enregistrés d'épargne-retraite et de contrats de rente à versements invariables (rente d'établissement).

L'an dernier, nous avons noté une tendance vers la création de caisses de retraite sans la garantie d'un contrat d'assurance. Cette tendance s'est atténuée en 1975 et il fallait s'y attendre, étant donné la très mauvaise performance des marchés financiers en 1974.



G.T. Westwater, F.F.A., F.I.C.A.
Directeur Général

Nos ventes de rentes collectives sont passées de \$32.1 millions par année à \$37.1 millions par année, alors que les fonds collectifs sans assurance, dont les ventes avaient atteint \$36.2 millions en 1974, sont tombées à \$30.5 millions en 1975. Mais le montant global des fonds indépendants dont nous assumons la gestion est passé de \$215 à \$303 millions.

Nous avons continué de verser des participations spéciales sur une période de cinq ans, sur une catégorie particulière de titulaires de polices de rentes collectives; ainsi, à la suite des trois premières années de la mise en marché de ces contrats avec participation, nous avons été en mesure de faire notre première déclaration de participation. De 1975 à 1977, le taux de participation a été fixé à 1¼% par année sur la moyenne des primes accumulées au cours de cette période de trois ans.

En règle générale, nos programmes d'avantages sociaux ont été modifiés par la loi interdisant la discrimination fondée sur l'âge, le sexe et l'état civil; par ailleurs, les restrictions imposées par la Commission anti-inflation sur le coût de ces programmes n'ont pas facilité la gestion de nos régimes de rentes. Nous nous attaquons énergiquement à ces problèmes et nous nous efforçons de donner à nos clients les meilleurs conseils et le meilleur service possibles dans le domaine des régimes de retraite, au fur et à mesure que la situation évolue.

Rendement des placements

La valeur négociable des biens que nous gérons est passée de \$1.1 milliard en 1974 à \$1.285 milliard en 1975. Cette hausse reflète non seulement les nouveaux placements, mais aussi l'évaluation de l'actif. Le rendement de nos fonds a connu aussi une nette amélioration,

puisque d'après la valeur comptable, il est passé de 7.62% à 8.12%. Nous avons profité de l'excellent rendement des obligations et des hypothèques pour placer la plus grande partie de l'actif disponible dans ces secteurs. Le rendement de nos fonds de placements collectifs est exposé dans un rapport séparé. En général, le rendement de ces placements est très satisfaisant et se compare avantageusement à celui de fonds analogues. Nous ne recommandons donc aucun changement quant au placement à long terme de ces fonds.

A l'heure actuelle, nous mettons à exécution une décision prise l'an dernier d'ouvrir des bureaux régionaux spécialisés en investissements et en hypothèques un peu partout au Canada. Le premier a été ouvert en 1975, à Toronto, pour desservir le sud de l'Ontario. Nous en établissons un deuxième pour l'Ouest du Canada. Ce faisant, nous comptons augmenter nos placements en première hypothèque et nos placements immobiliers, réaliser des économies au plan administratif et, ainsi, améliorer le rendement de nos capitaux.

Administration

Nous entamons la deuxième phase de la mise en ordinateur de nos dossiers et de notre comptabilité. Par ailleurs, nous venons de terminer une étude des conditions de travail dans nos différents bureaux, ce qui a entraîné certains changements, notamment l'adoption de l'horaire flexible.

Perspective d'avenir

Les compagnies d'assurance ne sont pas épargnées par les difficultés résultant du climat socio-économique actuel, mais nous espérons bien franchir avec succès ce cap difficile. Fidèles à notre tradition d'excellence, nous continuerons d'améliorer la formation de tout notre personnel ainsi que la qualité des services offerts à nos titulaires de polices. Notre Compagnie vient de célébrer le 150^e anniversaire de sa fondation et elle est établie au Canada depuis 142 ans. C'est avec un grand enthousiasme que nous envisageons les années à venir.

Répartition de l'actif - 1975

à l'exclusion des fonds indépendants

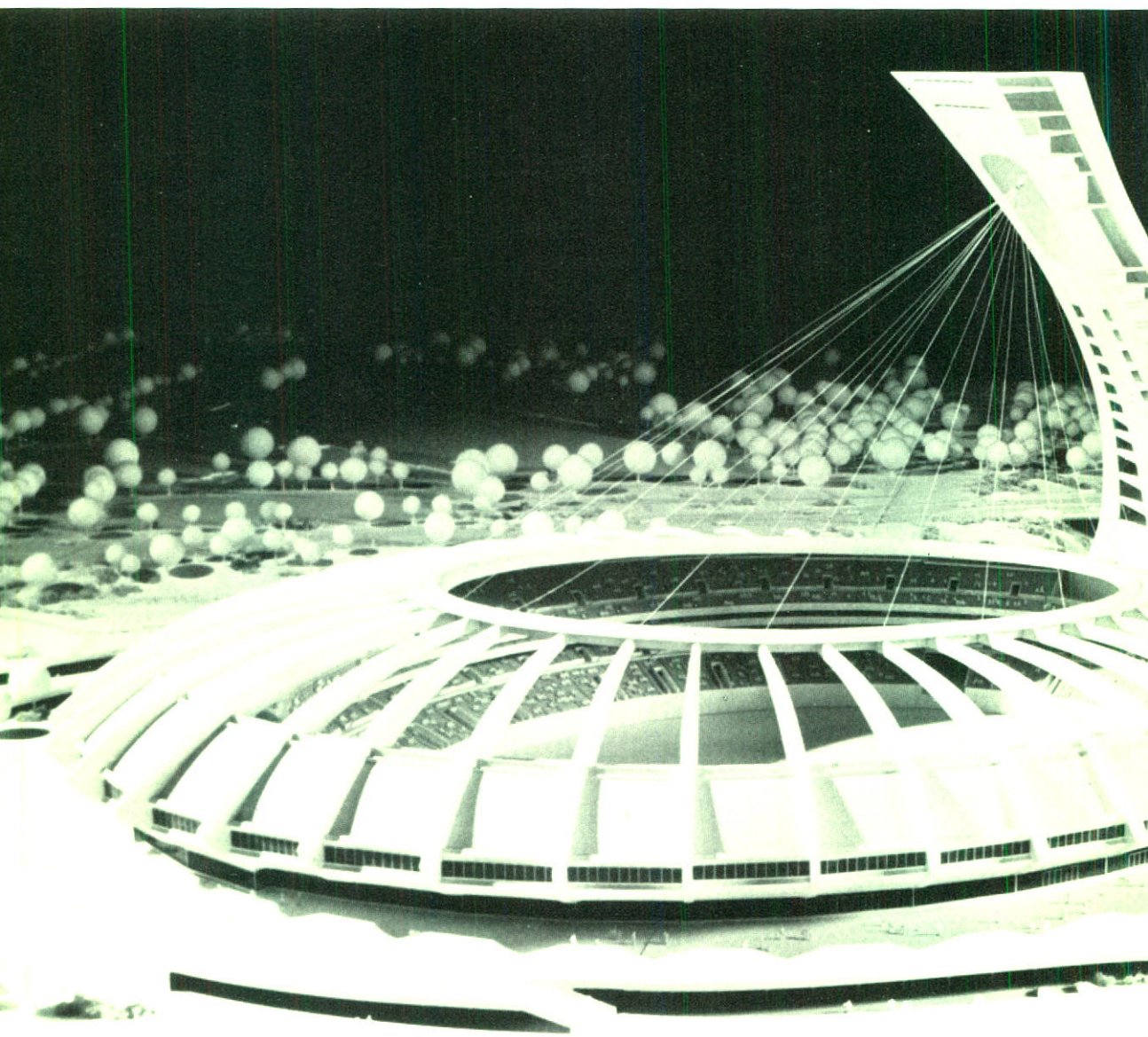
	%
Obligations du gouvernement	11.12
Obligations de sociétés	22.17
Actions privilégiées et ordinaires	18.55
Biens immobiliers	10.48
Hypothèques	34.12
Divers	3.56
	100.00

Investissements dans la Province de Québec

Extraits de notre rapport de 1975 au gouvernement, indiquant la relation entre les revenus de primes et nos investissements dans la province de Québec.

Pour établir cette relation, nous avons calculé les revenus en rapport avec la province où se

trouve le siège social de la compagnie. D'après ce calcul, 29,1% de nos revenus d'assurances et de rentes proviennent de la province de Québec. Ce pourcentage est de 28,3% pour l'assurance grande branche et de 29,5% pour l'assurance collective.



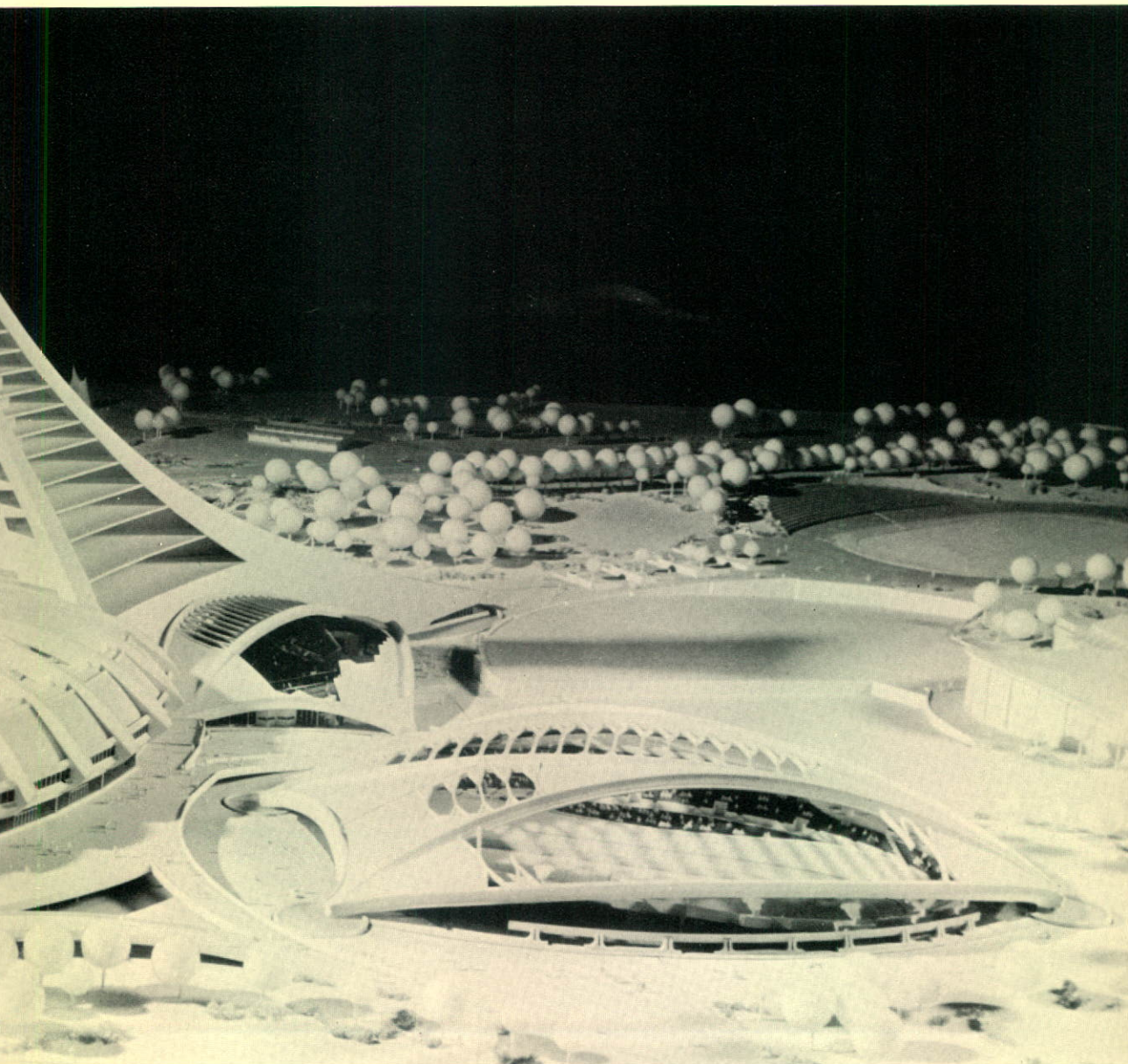
En juillet 1976, les yeux du monde se tourneront vers Montréal, site des Jeux Olympiques d'Été. Des milliers de per-

sonnes, athlètes et visiteurs, vivront pendant deux semaines à la manière des Canadiens. Qu'ils se souviennent

Il est facile de grouper les obligations provinciales et municipales par province, mais pour grouper les obligations de sociétés, nous devons à nouveau supposer que les obligations appartiennent à la province où se trouve le siège social de la société. Nous avons procédé de la même façon en ce qui concerne les actions ordinaires.

Actif au Québec	24.5%
Obligations de la Province	39.3%
Obligations municipales	50.0%
Obligations de sociétés	27.0%
Actions ordinaires	32.1%
Hypothèques	16.0%
Biens immobiliers	11.0%

Ce calcul ne tient pas compte de nos investissements dans les obligations du gouvernement canadien.



de notre pays comme d'un endroit où
il fait bon vivre.

Agences (organisation)

Agences d'assurance-vie

Provinces Maritimes			
St-Jean, Terre-Neuve	A.J. Hamill, C.L.U.	Directeur régional	
Corner Brook, Terre-Neuve	A.K. Smith, C.L.U.	Directeur d'agence	139, Water Street
Halifax, N.-E.	M.P. Meaney	Agent	50/52, Main Street
Fredericton, N.-B.	I.W. Murray, C.L.U.	Directeur d'agence	6009, Quinpool Road
St-Jean, N.-B.	A.J. Hamill, C.L.U.	Directeur d'agence	115, Prospect Street
	B.F. Hurley	Directeur d'agence	30, Prince Edward Street
Moncton, N.-B.	T.E. Currie, C.L.U.	Directeur d'agence	1234, Main Street
Charlottetown, I.P.-E.	M.T. Whelan	Chef d'équipe	129, Queen Street
Québec	J. Cloutier A.V.A.	Directeur d'agence	800, Square Youville
Montréal, Québec			
Agence de Montréal	W.S. Boon	Directeur d'agence	1330, ave Greene
Agence St-Jacques	J.W. Smith Chapman	Directeur d'agence	800, Square Victoria
Agence Cartier	M. Lafortune, A.V.A.	Directeur d'agence	3535, ch. Reine-Marie
Agence Métro	G.A. Mahony, A.V.A.	Directeur d'agence	1550, bd de Maisonneuve o.
Ottawa, Ontario	R.J. Temple, C.L.U.	Directeur d'agence	130, rue Albert
Toronto, Ontario			
Agence de Toronto	G.T. Dick, C.L.U.	Directeur d'agence	40, University Avenue
Agence de courtage	R.L. Butcher	Directeur d'agence	40, University Avenue
Agence York	E. Crackower, C.L.U.	Directeur d'agence	161, Ave Eglinton East
Hamilton, Ontario	J.W. Dargie	Directeur d'agence	100, King Street West
St. Catharines, Ontario	G.I. Peever	Directeur d'agence	15, King Street
London, Ontario	E.D. Barber	Directeur d'agence	275, Dundas Street
Kitchener/Waterloo, Ontario	D.A. Walker, C.L.U.	Directeur d'agence	20, Erb Street West, Waterloo
Winnipeg, Manitoba	L.G. Hammond, C.L.U.	Directeur d'agence	330, Portage Avenue
Edmonton, Alberta	D.M. Sinclair	Directeur d'agence	
	D.C. Maskell, C.L.U.	Directeur d'agence adjoint	10020 - 100th Street
Calgary, Alberta	D.W. Ramsay, C.L.U.	Directeur d'agence	639 - 5th Avenue S.W.
Vancouver, C.-B.	D.M. McArthur	Directeur d'agence	1281, W. Georgia Street
Victoria, C.-B.	W.G. Henderson, C.L.U.	Directeur d'agence	880, Douglas Street

Bureaux de placements immobiliers

Canada Est		
Montréal, Québec	E.C. Dagenais Directeur des Investissements Immobiliers	1245, rue Sherbrooke ouest Montréal, Québec
Canada Centre		
Toronto, Ontario	W.K. Hancock Directeur des Investissements Immobiliers	45, ave Sheppard East Willowdale, Ontario
Canada Ouest		
Vancouver, C.-B.	T.C.J. Macleod Directeur des Investissements Immobiliers	475, Howe Street Vancouver, C.-B.

Assurances collectives (organisation)

	J.J. Barker	6009, Quinpool Road Halifax, N.-E.
Québec	L. Beauséjour, F.L.M.I. Directeur des Assurances collectives (Québec) F.H. Savage A. Marit, F.L.M.I. P.A. McAlear S. Plante J.-M. Guénette	1245, rue Sherbrooke ouest Montréal, Québec
Ontario Est	K.J. McCarney, C.L.U.	130, rue Albert Ottawa, Ontario
Toronto	B.H. Spurr, F.L.M.I. Directeur régional des assurances collectives B.G. Sinclair J.B. Thornber T.M. McCartney P.A. Hollins	44, ave Eglinton West Toronto, Ontario
Ontario Ouest	A.E.L. East Directeur régional des assurances collectives R.R. Coyle D.W. Short, F.M.L.I. D.B. Savage	100, King Street West Hamilton, Ontario
	M.J. Ion, F.M.L.I.	275, Dundas Street London, Ontario
Canada Ouest	R.E. Moir Directeur régional des assurances collectives J.J. Garvey D. Liesch J.S. Doherty	1281, West Georgia Street Vancouver, C.-B. 639, Fifth Avenue S.W. Calgary, Alberta



Participant officiel au
programme de soutien des Jeux
Olympiques de 1976
Distinction, Amik de Bronze

